

13.02.2007 - 11:00 Uhr

hotelleriesuisse veut une déréglementation, une libéralisation et une politique d'ouverture

Berne (ots) -

L'association des entrepreneurs de l'hôtellerie suisse a présenté aujourd'hui au public son programme pour une hôtellerie suisse compétitive. En tant qu'industrie d'exportation qui ne peut être délocalisée, l'hôtellerie suisse souffre particulièrement du niveau élevé des coûts et des prix dans notre pays. Comme remède contre ce problème, imputable à une réglementation excessive, un isolement et un protectionnisme excessifs, hotelleriesuisse a conseillé une déréglementation, une libéralisation et une politique d'ouverture sans compromis.

hotelleriesuisse a présenté aujourd'hui à Berne les lignes directrices de sa politique économique et touristique qui fixent les revendications politiques majeures de l'association pour la prochaine législature 2007 - 2011. Ces lignes directrices ont été élaborées dans le cadre du repositionnement stratégique d'hotelleriesuisse comme représentante de l'hôtellerie suisse tournée vers l'avenir. Le mobile le plus important de la création inédite de lignes directrices de la politique économique et touristique était de définir l'orientation politique de l'association pour les quatre prochaines années, en vue des élections au Conseil national et au Conseil des Etats en octobre prochain.

hotelleriesuisse est résolue à voir fleurir en Suisse la branche de production qui connaît la croissance mondiale la plus rapide, c'est-à-dire le tourisme. Des hôtes du monde entier doivent pouvoir visiter et découvrir notre pays. Que ce soit pour y passer leurs vacances, y faire des affaires ou participer à un congrès. Car toutes ces activités contribuent à créer des emplois porteurs d'avenir en Suisse et, avec eux, la prospérité.

La cherté de la Suisse nuit au tourisme et à l'hôtellerie

La lutte contre la cherté des prix et des coûts en Suisse est la principale priorité du programme politique d'hotelleriesuisse car elle constitue le frein le plus important à la croissance du tourisme, branche d'exportation qui ne peut être délocalisée. Dans la mesure où le niveau trop élevé des prix et des coûts tient à une réglementation excessive et à un isolement,

hotelleriesuisse voit dans une libéralisation et une politique d'ouverture accrues les instruments les plus efficaces pour lutter contre cette anomalie.

Ce faisant, les six domaines d'action prioritaires suivants ont pris forme:

- Ouverture de la politique économique extérieure.
- Libéralisation de l'économie intérieure.
- Politiques financière et fiscale favorables à la croissance.
- Politique de l'emploi favorable à la concurrence et partenariat social équitable.
- Politique de formation porteuse d'avenir.
- Instruments de politique du tourisme respectant les besoins du marché.

Priorités claires pour 2007

Sur la base des lignes directrices de la politique économique et touristique, hotelleriesuisse a également présenté les axes

principaux du travail politique pour l'année en cours. Outre les instruments de politique touristique que sont la promotion nationale et l'encouragement à l'innovation, dont les financements arrivent à expiration fin 2007, les libéralisations en matière de politique agricole, un éventuel accord de libre échange avec l'Union européenne (UE) dans le domaine des produits agricoles et alimentaires, les deux dossiers commerciaux du "Cassis de Dijon" et des importations parallèles, ainsi que la nécessité d'une révision urgente de la législation sur la taxe sur la valeur ajoutée occupent le devant de la scène.

La promotion du tourisme et l'innovation profitent à la population toute entière

Dans le domaine des instruments de politique du tourisme, la coordination de la promotion nationale - et avec elle la poursuite de la contribution de la Confédération à Suisse Tourisme - ainsi que la garantie du futur financement d'Innotour, le programme de promotion de l'innovation de la Confédération pour le secteur du tourisme, sont au centre des efforts de l'association en 2007. Ces deux instruments ont des effets positifs qui vont bien au-delà de l'hôtellerie et du tourisme. Des études ont en effet montré à plusieurs reprises que, pour une majorité des investisseurs étrangers et des implantations de nouvelles entreprises étrangères, un séjour de vacances était à l'origine du début de l'activité commerciale en Suisse. Le bilan économique général semble également très positif du point de vue de l'encouragement à l'innovation dans le tourisme - grâce au nombre supérieur à la moyenne de connexions avec d'autres branches et la grande diversification régionale, les innovations dans le tourisme donnent plus souvent des impulsions dans d'autres branches de production.

Mener à bien la politique agricole 2011 sans restriction

Le tourisme et l'agriculture entretiennent des liens étroits de nombreuses manières. Hotelleriesuisse est favorable aux grandes orientations générales de la politique agricole 2011 mais réclame des adaptations plus cohérentes. En perspective des évolutions internationales, il est indispensable de permettre au secteur agricole de se doter de structures professionnelles et concurrentielles à l'échelle internationale, et d'entreprendre des démarches de libéralisation dans les secteurs situés en amont et en aval. Ce faisant, il conviendrait de soutenir la tendance aux unités d'entreprises plus grandes, de même que la production de produits de qualité et innovants au niveau régional. En outre, l'association soutient l'autorisation des importations parallèles dans le secteur agricole avec réduction des coûts, car celles-ci auront un impact sur le niveau des prix des produits alimentaires.

Pour le libre échange agricole avec l'UE

La branche des exportations de l'hôtellerie profite - directement ou indirectement - d'un courant résolu d'ouverture en matière de politique économique extérieure; c'est pourquoi Hotelleriesuisse soutient le projet qui prévoit de conclure un accord de libre échange avec l'UE dans le domaine des produits agricoles et alimentaires. Concrètement, le potentiel d'économies sur les dépenses liées aux produits alimentaires transformés dans les cuisines des hôtels suisses est évalué à un demi-milliard de francs suisses environ par an. En effet, un hôtelier suisse paie aujourd'hui la viande et les légumes environ 60% plus cher que la concurrence autrichienne.

Suppression résolue et immédiate des entraves techniques au commerce

L'introduction du principe du "Cassis de Dijon" ainsi que l'autorisation de principe des importations parallèles entraînent une réduction des dispositions spéciales suisses de maîtrise des prix et donc de réelles baisses des coûts qui auront des conséquences positives pour l'hôtellerie. Les prescriptions suisses qui empêchent

par exemple de vendre dans ce pays un produit laitier portant la mention "Sahne" - car seul le terme "Rahm" est autorisé en Suisse, ce qui rend indispensable de procéder à un nouvel étiquetage onéreux - sont anachroniques dans un monde globalisé et n'apportent aucun avantage. C'est la raison pour laquelle ces réglementations doivent absolument être harmonisées avec les usages de l'Union européenne, qui constitue de loin le principal partenaire commercial de la Suisse. De même, l'interdiction des importations parallèles pour les produits contenant des éléments brevetés qui sont soumis aux mécanismes du marché - à l'exclusion des médicaments brevetés avec des coûts de recherche élevés - ne profite qu'à un tout petit nombre d'importateurs exclusifs et nuit à beaucoup, c'est-à-dire aux consommateurs en général mais également aux acheteurs de produits semi-finis et de prestations préalables. Compte tenu de l'absence de concurrence pour les produits strictement identiques en Suisse, ceux-ci doivent payer des prix plus élevés qu'à l'étranger. Selon les estimations de la Surveillance des prix, la Suisse fait ainsi don chaque année de près de 30 milliards de francs suisses à l'étranger. Le tourisme, très dépendant des prestations préalables, passe donc à la caisse de manière disproportionnée.

Oui à un taux unique pour la taxe sur la valeur ajoutée

A l'occasion de la révision de la taxe sur la valeur ajoutée attendue dans les prochaines semaines, hotelleriesuisse s'engagera pour une simplification radicale de la procédure de cette réglementation, devenue de plus en plus compliquée au fil des années, ainsi que pour un taux unique aussi bas que possible pour tous les produits et services. Mais à la condition que les 25 exceptions existant actuellement soient suspendues et que le changement n'ait pas d'impact sur les quotes-parts fiscales, c'est-à-dire qu'il ne s'accompagne pas d'augmentations d'impôts par des moyens détournés.

Vous pouvez télécharger le texte complet des lignes directrices de la politique économique et touristique d'hotelleriesuisse sur www.hotelleriesuisse.ch, rubrique "Politique". Tous les communiqués de presse sont disponibles dans le media corner sur www.hotelleriesuisse.ch.

Contact:

hotelleriesuisse
Isabel Garcia
Responsable Communication, Image et Branding
Mobile: +41/79/652'85'19

Nora Fehr
Responsable de projet Communication, Image et Branding
Tél.: +41/31/370'42'80
E-Mail: nora.fehr@hotelleriesuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100004113/100524577> abgerufen werden.